



Commune de STUCKANGE

Publié le : 26/11/2025

DEPARTEMENT DE LA MOSELLE
CANTON DE METZERVISSE
ARRONDISSEMENT DE THIONVILLE EST

ARRETE PORTANT AUTORISATION D'UN DEBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE A L'OCCASION D'UNE MANIFESTATION PUBLIQUE en application de l'article L. 3334-2 du code de la sante publique ARRETE N°94AR2025

Le Maire,

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L. 3321-1, L. 3334-2 et L. 3335-4 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2214-4, L. 2122-28, L. 2542-1 et L. 2542-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2011 relatif à la police des débits de boissons et des restaurants dans le département de la Moselle et portant réglementation générale ;

Vu la demande présentée en date du 24 novembre 2025 par M. Olivier SEGURA, Maire de la commune de Stuckange ;

ARRETE

Article 1. Monsieur Olivier SEGURA, Maire de la commune de Stuckange, est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire aux abords de la salle des fêtes le vendredi 28 novembre 2025 à partir de 17h00 et jusqu'à 00h00 à l'occasion de la « Saint-Nicolas ».

Article 2. Le débit de boissons temporaire sera soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2011 – DLP/1. du 6 décembre 2011 susvisé, à savoir une fermeture au plus tard à **02 heures du matin et le respect des zones protégées du département.**

Article 3. À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1^{er}, **le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir**, sous quelque forme que ce soit, **que des boissons des groupes un et trois** définis à l'article L. 3321-1 du code de la santé publique.

1 ^{er} Groupe	Boissons non alcooliques
3 ^{ème} groupe	- Boissons fermentées non distillées - Vins, bières, cidres, Vins doux naturels, vins de liqueurs, apéritifs à base de vins - Liqueurs de fruits rouges 18° max

Article 4. Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et en tous lieux habituellement réservés à cet effet, notifié à l'exploitant demandant l'autorisation et adressé en copie à la préfecture ainsi qu'aux services de police ou de gendarmerie concernés.

Article 5. Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Fait à Stuckange, le 26 novembre 2025.

Le Maire
Olivier SEGURA.

